



DECLARATION UNITAIRE DES ORGANISATIONS SYNDICALES SUITE AU CTR DU 25 SEPTEMBRE

Le changement, ce n'est pas qu'une question de vocabulaire !

Qu'il s'agisse de l'exigence de l'établissement du bilan contradictoire de la fusion, du dialogue social ou des différents contentieux revendicatifs, les réponses apportées par le Directeur Général, lors du comité de réseau du 25 septembre, ont confirmé les analyses des organisations syndicales figurant dans les précédents communiqués.

Malgré une sémantique renouvelée consistant, par exemple, à ne plus parler d'expérimentations mais de « tests », les objectifs restent identiques à ceux fixés dans le cadre de la RGPP. Totalement subordonnées aux recommandations de la Cour des Comptes, les annonces effectuées se situent dans la continuité des choix opérés depuis la création de la DGFIP.

Ainsi, au motif des économies budgétaires exigées par le gouvernement, les agents et les missions sont une nouvelle fois sacrifiés. Cela se traduit par une poursuite des suppressions d'emplois, des attaques contre les missions et une réduction drastique des crédits de fonctionnement.

Prétendant s'inscrire dans une volonté de changement, le Directeur Général n'a fourni aux organisations syndicales aucun gage de rupture avec les politiques antérieures. Face aux situations de faillite et de souffrance dans les services, les discours lénifiant sur les conditions de vie au travail et la reconnaissance des agents ne suffisent pas ! Il faut des actes !

Considérant que seule la construction d'un rapport de force de haut niveau est susceptible d'imposer un changement de cap, les organisations syndicales appellent les agents à participer massivement aux heures mensuelles d'informations et actions unitaires proposées dans le but d'imposer de réelles négociations sur la plate-forme revendicative du 2 février.

Elles continuent à exiger l'arrêt des réformes et restructurations. Elles réitèrent leur revendication d'un réel bilan contradictoire de la fusion.

Elles attendent du directeur Général la mise en place de véritables pratiques de dialogue social à l'inverse des modes de concertation factices pratiqués jusqu'à présent.

Elles les appellent à signer massivement la pétition unitaire exigeant le respect des engagements pris en matière de reconnaissance des qualifications.

D'ores et déjà, elles décident de convoquer, le Jeudi 11 octobre, une conférence de presse pour alerter l'opinion publique sur l'état réel des services indigne de la République.

Dans le but de renforcer la mobilisation, elles appellent, pour la semaine du 15 octobre, à l'organisation d'initiatives revendicatives locales et à interpeller les médias. Pour appuyer cette démarche, un tract unitaire à destination des usagers est en cours d'élaboration.

A l'issue de la conférence de presse nationale du Jeudi 11 octobre, les organisations syndicales se rencontreront pour décider ensemble des suites à donner et ouvrir de nouvelles perspectives de mobilisation.

Paris, le 28 septembre 2012